

# Turquie : Jusqu'où ira l'enquête sur le coup d'État post-moderne ?

mercredi 2 mai 2012, par [Jean Marcou](#)

Sur la chaîne de télévision Kanal 7, le 21 avril dernier, le vice-premier ministre Beşir Atalay, a estimé que l'ancien président de la République, Süleyman Demirel, était largement impliqué dans le coup d'État post-moderne de 1997. « *Tout le monde sait le rôle qu'a joué Demirel à ce moment-là. Il était président de la République. Il a notamment présidé la fameuse réunion du 28 février du Conseil de sécurité nationale, et tout coordonné. Il a répondu aux attentes de l'armée, et mis la pression sur le gouvernement, pour que ce dernier s'en aille* », a expliqué Beşir Atalay.

Certes, Süleyman Demirel aurait prétendu que le fond de son action à l'époque avait eu pour objectif d'empêcher que l'armée ne procède à un véritable coup d'État. Mais, selon Beşir Atalay, ces bonnes intentions affichées ne suffiraient pas à blanchir l'ex-chef d'État. Bien au contraire ! Interrogé sur le fait de savoir s'il pensait que Demirel avait été le véritable cerveau de ce putsch bien spécial, le vice-premier ministre, évoquant les dires de l'ancien président, a répondu : « *cela veut dire qu'il l'a été* ». Il est vrai qu'outre sa participation à la réunion du 28 février, Süleyman Demirel a eu d'autres interventions déterminantes dans un processus factieux qui s'est étalé sur toute l'année 1997.

Quand, en juin 1997, Necmettin Erbakan a finalement démissionné de ses fonctions de premier ministre, il ne l'a fait que parce qu'il avait reçu l'assurance que le président de la République appellerait pour lui succéder un membre du DYP (*Doğru Yol Partisi, Parti de la Juste Voie, formation de centre droit, au demeurant fondé par Demirel lui-même, et alors allié du Refah dans le gouvernement dirigé par Erbakan*). Or, Demirel devait choisir en fait comme nouveau premier ministre, le leader de l'ANAP, Mesut Yılmaz, et l'inviter à former un gouvernement minoritaire... On sait ce qu'il advint par la suite...

En des temps où les ex-putschistes sont cueillis au réveil pour être conduits devant des juges et des procureurs, Süleyman Demirel n'a donc plus réellement la côte ! Celui qui, au terme d'une carrière politique bien remplie, a exercé la magistrature suprême entre 1993 et 2000, en se voyant affublé du surnom Demirel Baba (*Papa Demirel*), n'a pourtant pas toujours été suspecté d'avoir été au service des militaires. Ayant dirigé la plupart des gouvernements de Centre droit qui ont dominé la vie politique turque dans les années 1960 et 1970, il a été chassé du pouvoir par deux interventions militaires, celle de 1971 et celle de 1980. Si bien que lorsqu'en sa qualité de figure de proue de la mouvance démocrate fondée par Adnan Menderes, il a repris du service en 1991, en redevenant premier ministre, nombre de journalistes ont commencé à tendre l'oreille vers les casernes pour savoir s'il n'en sortait pas déjà des bruits suspects de chenillettes. Mais cette fois-ci, l'homme célèbre pour son embonpoint débonnaire et son chapeau mou a réussi à sortir par le haut de cette expérience gouvernementale, en se faisant élire président, après la mort de Turgut Özal en 1993 ; une situation de stabilité bien appréciable, après plus de 30 ans de vie politique mouvementée, qui l'aurait ainsi conduit à se ranger du côté des « nettoyeurs », lorsque les grandes manœuvres ont commencé en 1997.

On ne s'étonnera donc plus de la gêne ambiante de Demirel à l'égard des procédures judiciaires en cours contre les coups d'État passés. Loin de se déclarer partie au procès de Kenan Evren, qui l'avait pourtant renversé et placé en résidence surveillée en 1980, l'ancien premier ministre a expliqué que non seulement il n'avait pas l'intention de s'en prendre aujourd'hui à un vieillard de 94 ans, mais qu'il n'admettait pas qu'on lui donne aujourd'hui des leçons en la matière, « *à lui qui avait tenté de résister aux militaires au moment des faits* » (cf. notre édition du 8 avril 2012 : « [La Turquie juge les putschistes de 1980](#) »).

Pourtant, Süleyman Demirel n'est probablement pas le seul à s'inquiéter de la tournure prise par le procès

engagé contre le coup d'État post-moderne de 1997, depuis les deux premières vagues d'arrestations qui ont eu lieu les 12 et 19 avril derniers (cf. nos éditions des 16 avril : « [Après le putsch de 1980, le coup d'État post-moderne de 1997...](#) » et 22 avril 2012 : "[Les auteurs du coup d'État post-moderne, frappés par une deuxième vague d'arrestations.](#)"). À Doha, où il a assisté à une conférence des Nations Unies sur le commerce international, avant d'avoir une série de contacts avec l'Émir du Qatar pour évoquer la crise syrienne, Recep Tayyip Erdoğan a redit son souhait de voir l'enquête sur le coup d'État post-moderne s'étendre à d'autres acteurs que les militaires, en évoquant le rôle joué par les milieux d'affaires, les médias, la hiérarchie universitaire et certains secteurs de la société civile. Si tel devait être le cas, la procédure engagée pourrait bien déboucher sur le procès de toute une génération d'élites politico-militaires kémalistes qui, à des degrés divers, ont tenté de gêner l'accession au pouvoir du gouvernement de l'AKP, puis d'entraver son action après 2002. Le premier ministre a notamment rappelé la procédure de dissolution engagée en 2008 contre son parti, qui n'échoua finalement que de justesse, en la qualifiant de « *coup d'État civil* », une expression que, par ailleurs, l'opposition kémaliste applique actuellement régulièrement à la politique menée par son gouvernement.

---

## Sources

Article original publié sur le blog de l'OVIPoT le dimanche 23 avril 2012 sous le titre : « [Jusqu'où ira l'enquête sur le coup d'État post-moderne ?](#) »